

ÉQUATEUR

La liberté de la presse est en danger

Index AI : AMR 28/008/2004

EFAI

Lundi 8 mars 2004

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est extrêmement préoccupée par la sécurité de plusieurs journalistes équatoriens qui ont fait l'objet ces dernières semaines d'attaques à main armée ou de menaces de mort. La dernière agression a eu lieu jeudi 4 mars 2004 dans la matinée contre le directeur du journal équatorien *El Tiempo*, Iván Toral Calle. Selon certaines informations, Iván Toral se reposait chez lui dans la ville de Cuenca lorsque des individus ont tiré sur sa demeure, en visant plus particulièrement sa chambre.

Il ne s'agit malheureusement pas d'un fait isolé. En février 2004, Amnesty International a diffusé une action urgente en faveur de journalistes – Miguel Rivadeneira (de Radio Quito) ; Marc Pérez (de Radio Tarqui) ; Paco Velasco (de Radio la Luna) et Kintto Lucas (de l'agence IPS) – qui s'étaient plaints auprès de l'organisation de défense des droits humains d'avoir été menacés à plusieurs reprises entre les mois de septembre 2003 et de janvier 2004. Il semble que ces journalistes aient été menacés en raison de leur attitude critique à l'égard du gouvernement de Lucio Gutiérrez.

En janvier 2004, le gouvernement a condamné l'attaque dont avait été victime Miguel Rivadeneira ; les autorités ont fait savoir publiquement qu'elles ne toléreraient aucune atteinte à la liberté de la presse et qu'elles enquêteraient sur les faits. À la même époque, le gouvernement équatorien a également annoncé qu'il avait ordonné la fermeture de Radio La Luna et qu'il allait porter plainte pour diffamation contre le journaliste Paco Velasco.

Alors qu'Amnesty International a reçu des informations faisant état de plusieurs faits similaires contre des journalistes du pays, les autorités équatoriennes n'ont à ce jour arrêté aucun responsable présumé de ces agissements. En février 2004, Carlos Muñoz Insua, directeur général de Telesistema, a signalé à Amnesty

International que des individus avaient tiré des coups de feu en direction de son véhicule le 9 février 2004, blessant à mort son chauffeur. Des responsables du quotidien *El Comercio* se sont plaints le même jour auprès du ministère public de ce que cinq de leurs journalistes avaient reçu des menaces. Le 11 février 2004, Telemazonas a annoncé publiquement avoir reçu trois appels téléphoniques menaçants dont le message était le suivant : « *Taisez-vous ou nous vous tuerons* ».

L'État équatorien doit faire en sorte que tous les Équatoriens et toutes les Équatoriennes, y compris les personnes dont c'est le métier de rassembler et diffuser des informations, jouissent sans restriction du droit à la liberté d'expression. L'organisation de défense des droits humains appelle le gouvernement de l'Équateur à concrétiser les engagements qu'il a pris en matière de respect des droits humains en condamnant publiquement, sans équivoque et de manière énergique chacune des attaques et agressions perpétrées contre des médias ou des journalistes au cours des derniers mois. Amnesty International appelle également les autorités à lancer des enquêtes exhaustives, indépendantes et impartiales sur chacune des agressions et chacun des actes d'intimidation perpétrés contre des journalistes ; il faut que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements soient déférées à la justice. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>